

Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise

Observatoire stratégique de la Chine – Centre asie ifri 2004

Réunion du 5 mars 2004

La Chine et l'Asie du Nord-Est à travers les relations sino-japonaises et sino-nord-coréennes¹

Texte introductif

Sébastien COLIN²

Géographiquement située au centre de l'Asie, la Chine, par son immensité, a la spécificité d'appartenir à chacune des sous-régions asiatiques que l'on a coutume de qualifier d'Asie du Nord-Est, d'Asie du Sud-Est, d'Asie du Sud et d'Asie centrale. En Asie du Nord-Est, la Chine est voisine du Japon, des deux Corée et de la Russie, quatre États aux régimes politiques différents. Cette diversité reste pour l'instant un obstacle à une institutionnalisation politique de la région.

L'Asie du Nord-Est ne possède en effet aucune architecture régionale. Ni la Chine, ni la Corée, ni le Japon ne semblent d'ailleurs attirés par une telle perspective, préférant sans doute une entente à l'échelle de l'Asie orientale comme le supposerait la mise en place du forum de l'ASEAN+3. Des tentatives de régionalisation à l'échelle de l'Asie du Nord-Est autour de la mer du Japon sont bien en cours, mais elles sont surtout l'apanage de localités et connaissent bien souvent de grandes difficultés comme le montre le programme de développement économique du fleuve Tumen³. En fait, excepté les participations de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon au forum ASEAN+3 et aux réunions multipartites sur la question nucléaire nord-coréenne, les relations politiques et économiques en Asie du Nord-Est sont encore à très grande majorité de nature bilatérale.

Si la Chine, depuis la fin de la guerre froide, connaît une intense activité commerciale et une dynamique coopération économique avec trois des quatre pays de la région – les relations économiques avec la Corée du Nord se résumant surtout à de l'assistance commerciale –, elle connaît aussi un certain nombre de problèmes politiques, véritable handicap à une construction régionale. Parmi eux figurent notamment les multiples tensions politiques sino-japonaises issues de leur concurrence sur la scène asiatique et la très complexe question nord-coréenne. Parce que nous considérons ces deux dernières questions comme les deux plus importantes en Asie du Nord-Est, nous analyserons donc ici tour à tour les relations entre la Chine et le Japon et la Chine et la Corée du

¹ Ce texte a été écrit en guise d'introduction pour une réunion du groupe de réflexion « Actualités chinoises » qui se rencontre une fois par mois à l'Ifri. Son objectif est de faire le point sur l'actualité du thème étudié et de poser un certain nombre de questions pour alimenter le débat et la réflexion. Excepté quelques modifications apportées à la suite de la réunion, notamment dans les deux parties consacrées aux questionnements, ce texte paraît ici pour sa plus grande partie dans sa première version. Bien évidemment, son contenu n'engage que l'auteur.

² Doctorant à l'Institut français de géopolitique et ATER au département de géographie de l'Université Paris VIII, l'auteur poursuit une thèse intitulée la *Politique frontalière chinoise en Asie du Nord-Est : coopération économique et géopolitique le long des frontières sino-russe et sino-coréenne*.

³ Karoline Postel-Vinay, « L'activité internationale des acteurs locaux au Japon et en Asie du Nord-Est », *Les Études du CERI*, n° 17, juin 1996 ; Sébastien Colin, « Difficile émergence d'une coopération régionale en Asie du Nord-Est : le programme de développement du fleuve Tumen », in Ch. Taillard et Ph. Pelletier, *Asie orientale : intégrations régionales*, Paris, Les Indes savantes, 2004.

Nord. Pourtant conscient de leur dynamisme sur le plan économique et de l'existence de problèmes spécifiques sur le plan politique, comme par exemple celui de l'immigration de la minorité coréenne de Chine en Corée du Sud ou de l'immigration chinoise en Russie⁴, les relations sino-sud-coréennes et sino-russes ne seront cependant pas évoquées.

Les relations sino-japonaises

Les visites à Yasukuni ou la prédominance d'un passé qui ne passe pas

Depuis l'investiture à Pékin, en novembre 2002, de la nouvelle équipe dirigeante chinoise, le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, ne s'est toujours pas rendu en Chine. Des rencontres au sommet entre Hu Jintao, Wen Jiabao et Junichiro Koizumi ont bien eu lieu entre novembre 2002 et février 2004, mais celles-ci se sont déroulées dans des pays tiers. Hu rencontra Koizumi pour la première fois en Russie, le 31 mai 2003, lors de la célébration du 300^e anniversaire de la ville de Saint-Pétersbourg, puis une seconde fois, le 20 octobre 2003, lors du sommet de l'APEC, à Bangkok. Deux semaines plus tôt, le 7 octobre, une rencontre avec Wen avait également eu lieu lors du forum de l'ASEAN + 3, à Bali.

Au cours de ces trois rencontres, les dirigeants soulignèrent l'importance d'intensifier la coopération politique et économique entre les deux pays. Ils s'accordèrent aussi sur la nécessité de se rencontrer dans chacun des deux pays afin d'annoncer leurs intentions auprès des opinions publiques japonaises et chinoises.

Les raisons déclarées qui empêchent la rencontre entre les deux hauts dirigeants chinois et le Premier ministre japonais sont essentiellement d'ordre historique. Les visites répétées de Koizumi au temple de Yasukuni (*Yasukuni Shrine*), où parmi les sépultures des victimes de la guerre se situent également celles de hauts officiers japonais responsables de nombreuses atrocités en Chine et considérés à ce titre comme des criminels de guerre de rang A, représentent sans aucun doute la plus importante d'entre elles. Entre août 2001 et janvier 2004, il s'y est rendu à quatre reprises⁵ provoquant à chaque fois de vives condamnations de la part du gouvernement et des médias chinois tout comme celles de l'opinion publique chinoise largement visibles sur les forums Internet.

La visite qu'effectua Koizumi en avril 2002 l'empêcha d'assister à la célébration du 30^e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays qui eut lieu à la fin du mois de septembre 2002. Officiellement, le secrétaire du cabinet du Premier ministre, Fukuda Yasuo, expliqua que la visite de Koizumi avait dû être reportée pour des raisons budgétaires. Cette pirouette fut d'autant plus inutile que les hauts dirigeants chinois avaient fait savoir que la visite de Koizumi n'était pas désirée. Lorsqu'il rencontra Koizumi lors de la réunion de l'APEC de Los Cabos (Mexique), le 27 octobre 2002, Jiang Zemin lui déclara que sa visite au tombeau de Yasukuni avait blessé toute la population chinoise et qu'il serait mieux qu'il ne le visite plus dans le futur. Il précisa que dans le cas des relations bilatérales sino-japonaises « l'histoire devait être utilisée comme un miroir pour faire face au futur ».

L'arrivée au pouvoir de la « nouvelle génération » de dirigeants chinois (Hu Jintao, Wen Jiabao, Zeng Qinghong,...) lors du XVI^e congrès du PCC en novembre 2002 a fait croire pendant une courte période que la situation allait changer. Ces derniers firent très rapidement savoir au Japon qu'ils étaient favorables à l'amélioration des relations bilatérales entre les deux pays et se montrèrent également favorables à ce que celles-ci soient moins court-circuitées par les problèmes d'ordre historique⁶. Cette position fut très bien accueillie par les médias japonais qui présentèrent les nouveaux dirigeants chinois comme des hommes de changement et par le gouvernement japonais qui fit de la Chine sa priorité dans sa stratégie diplomatique pour le XXI^e siècle, rendue publique à la fin du

⁴ Sur ces points se référer à Sébastien Colin, « Une ouverture frontalière aux multiples enjeux géopolitiques : la préfecture autonome des Coréens de Yanbian », *Perspectives chinoises*, n° 77, mai-juin, p. 4-21, 2003a ; « Le développement des relations frontalières entre la Chine et la Russie », *Les Études du CERI*, n° 96, juillet, 2003b.

⁵ La première de ces quatre visites a eu lieu le 13 août 2001, soit deux jours avant les célébrations du 15 août en Chine et en Corée qui marquent la fin de la guerre du Pacifique. La seconde se déroula en revanche au cours du mois d'avril 2002 ; Koizumi jugeant le mois d'août peu judicieux pour effectuer une telle visite. Enfin, les deux dernières eurent respectivement lieu le 14 janvier 2003 et le 1^{er} janvier 2004.

⁶ Dès le 22 novembre 2002, Zeng Qinghong rencontra à Pékin le président de l'Association d'amitié nippo-chinoise, Hirayama Ikuo, à qui il fit part des nouvelles intentions du gouvernement chinois.

mois de novembre 2002. Dans ce rapport, le gouvernement japonais s'engagea à débattre avec son homologue chinois des différents problèmes d'ordre historique qui minent leur relation et sont conséquences du très fort sentiment anti-japonais présent au sein de la population chinoise. En échange, il appela toutefois la Chine à faire preuve de plus de transparence au sujet de sa modernisation militaire.

Cette embellie fut cependant de courte durée. Le 14 janvier 2003, Koizumi se rendit à nouveau au temple de Yasukuni provoquant aussitôt de nouvelles critiques chinoises transmises par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, et de son vice-ministre, Yang Wenchang. Cette nouvelle tension saborda les efforts du ministre des Affaires étrangères japonais, Kawaguchi Yoriko, qui était alors en pleine discussion avec les autorités chinoises afin d'arranger une visite de Koizumi en Chine. La visite de Wen Jiabao au Japon qui avait été prévue pour le mois de mars fut également annulée.

Cependant, des problèmes régionaux cruciaux aussi différents que la crise nord-coréenne et l'épidémie de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) nécessitèrent de nombreuses rencontres entre les dirigeants chinois et japonais. La célébration en août du 25^e anniversaire de la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais faisait également de l'année 2003 une année importante pour les deux pays. Ainsi, Kawaguchi se rendit en Chine dès le début du mois d'avril 2003 afin d'y rencontrer son homologue chinois, Li Zhaoxing, ainsi que le Premier ministre Wen Jiabao. Par la suite, en plus des rencontres de Saint-Pétersbourg, de Bali et de Bangkok, deux échanges de hauts rangs organisés pour le vingt-cinquième anniversaire du traité de 1978 marquèrent un réchauffement des relations. Le premier échange fut marqué par l'invitation du Secrétaire du cabinet du Premier ministre japonais, Fukuda Yasuo, à Pékin où il rencontra respectivement Hu et Wen, et celle du ministre des Affaires étrangères chinois, Li Zhaoxing, à Tokyo où il rencontra son homologue Kawaguchi et Koizumi. Le second échange eut lieu un mois plus tard, en septembre. Le ministre de la Défense japonais, Ishiba Shigeru, effectua une visite de trois jours en Chine – la première d'un ministre de la Défense depuis cinq ans – au cours de laquelle il fut reçu par son homologue chinois, Cao Gangchuan, tandis que Wu Bangguo, président de l'Assemblée nationale populaire (ANP) se rendit à Tokyo pour y rencontrer Koizumi. Malgré la tenue de toutes ses rencontres, aucune décision ne fut prise concernant une éventuelle visite de Koizumi en Chine ou de Hu Jintao et/ou Wen Jiabao au Japon. Pour ce qui est de la visite de Koizumi, les dirigeants chinois déclarèrent de manière unanime que le moment n'était pas approprié. En effet, en plus des récentes visites du Premier ministre japonais au temple de Yasukuni, l'année 2003 fut agrémentée par de nombreux faits divers en rapport direct avec le passé impérialiste et colonisateur du Japon.

Des îles contestées, du gaz hérité, des violences xénophobes, une orgie...

Située en mer de Chine orientale, à proximité de Taiwan, l'archipel japonais des Senkaku, revendiqué par la Chine et Taiwan sous l'appellation Diaoyutai, fut une nouvelle fois une cause de tension entre les deux pays. Au début du mois de janvier 2003, les autorités chinoises condamnèrent la décision japonaise de louer à bail trois des cinq îles de l'archipel à une compagnie privée japonaise. À cette occasion, la Chine réitéra que ces îles faisaient partie intégrante de son territoire et que toute action du Japon sur celles-ci serait considérée comme nulle. Le gouvernement japonais rétorqua son point de vue, à savoir que ces îles lui appartenaient, mais proposa que ce problème soit réglé avec une approche dépassionnée et surtout qu'il n'affecte pas les relations bilatérales entre les deux pays. Le premier de ces deux vœux fut vain. À la fin du mois de juin 2003, un groupe d'activistes originaires de Chine continentale et de Hongkong entrèrent dans les eaux territoriales japonaises et tentèrent d'accoster sur l'une des îles avant d'être repoussés par les gardes côtes japonais. Outre la question territoriale proprement dite, les îles Senkaku/Diaoyutai ont également une position très stratégique et jouent un rôle très important dans la délimitation de la frontière maritime commune aux deux pays. Encore en litige, cette dernière est souvent franchie illégalement par des bateaux militaires chinois et des bateaux de pêche chinois et japonais, suscitant à chaque fois des tensions entre les deux pays.

Un second point de tension est apparu en août dernier. Sur un chantier de construction de la ville de Qiqihar (province du Heilongjiang), trente-six ouvriers chinois furent contaminés par des gaz issus d'une vieille arme chimique abandonnée par l'armée impériale japonaise lors de son retrait de Mandchourie en 1945 et mise à jour par le chantier. Tous les ouvriers furent immédiatement hospitalisés mais l'un d'eux trouva la mort. Le gouvernement chinois réagit immédiatement et demanda au gouvernement japonais de prendre ses responsabilités. Les familles des ouvriers

accidentés et celle de l'ouvrier décédé demandèrent quant à elle, par l'intermédiaire de la justice, des excuses publiques du Premier ministre japonais ainsi que des compensations financières. Lors du sommet de l'APEC de Bangkok, Koizumi et Hu signèrent un accord dans lequel le gouvernement japonais s'engagea à verser à la Chine une somme de 300 millions de yens : une partie devant être versée aux familles des victimes, l'autre devant servir à prévenir ce genre d'accident dans le futur.

Enfin, pour parachever la série, une orgie sexuelle géante réunissant entre 300 et 400 touristes japonais et 300 prostituées chinoises fut organisée dans deux hôtels de luxe de la localité de Zhuhai (Guangdong). Correspondant tout juste au 72^e anniversaire de l'invasion de la Mandchourie par le Japon, ce fait divers fut très mal perçu par le gouvernement chinois, qui demanda à son homologue japonais « d'éduquer ses citoyens » et excéda une grande partie de l'opinion publique chinoise. S'ajoutant aux deux autres, ce dernier « fait divers » accentua fortement le sentiment anti-japonais d'une partie de la population chinoise. Dans certains cas, cet anti-japonisme a pris la forme de violences physiques comme à l'université du Nord-Ouest de Xi'an (province du Shaanxi) où des étudiants japonais furent séquestrés et pris à partie par leurs homologues chinois.

En règle générale, des sondages d'opinion publique démontrent un accroissement de la méfiance envers le voisin dans chacun des deux pays. D'après deux sondages menés simultanément en Chine et au Japon durant le mois de septembre 2002⁷, seulement 41 % des Japonais et 22 % des Chinois interrogés estiment que les relations entre les deux pays sont positives. Parmi les mécontents chinois, 80% d'entre eux déclare que « l'incompréhension » japonaise de l'Histoire, symbolisée par les visites de Koizumi à Yasukuni ou encore la question des textes historiques, est la cause de leurs sentiments négatifs. Un troisième sondage, mené par le Centre de recherche japonais sur la Chine à l'occasion du 30^e anniversaire des relations diplomatiques, et rendu public au début du mois de décembre 2002, annonça que seulement 5,9 % des Chinois interrogés éprouvaient des sentiments amicaux envers le Japon. En règle générale, les Chinois reprochent au Japon son passé agressif et estiment qu'il n'a toujours pas compensé ses actions d'hier. Du côté des Japonais, c'est surtout l'émergence de la Chine comme un concurrent économique qui inquiète⁸. Ces différents sondages s'étant déroulés avant les multiples faits divers qui ont émaillé l'année 2003, il est fortement possible que le pourcentage de mécontents se soit encore accentué.

À ces trois faits divers s'ajoutent encore deux autres points d'accrochage qui touchent à la question d'une éventuelle remilitarisation du Japon. Le premier concerne la participation de l'archipel au projet américain du TMD et les réformes du fonctionnement des forces d'autodéfense japonaises que celui-ci à entraîner. Ce problème est d'autant plus important que le projet TMD englobe Taiwan (même si cela n'a jamais été ouvertement annoncé par les États-Unis). Le second est plus récent et concerne l'envoi des troupes d'autodéfense japonaises en Irak. Cette décision a suscité de nombreuses critiques en Chine cependant très variées. Le ministère des Affaires étrangères chinois déclara seulement qu'il espérait que le Japon ne perd pas de vue la fonction défensive de ses armées. Les critiques furent en revanche plus sévères dans les médias. Un article de la *Beijing Review* déclara que Koizumi avait succombé aux sirènes de l'Extrême droite et qu'il se détournait par cette décision de la Constitution pacifiste du pays. L'agence *Xinhua* dénonça quant à elle la volonté japonaise de redevenir une puissance militaire et de sécuriser ses intérêts pétroliers au Moyen-Orient.

Corée du Nord, SRAS et économie ou l'existence d'une coopération

La Chine et le Japon ont toutefois coopéré sur un certain nombre de questions. Les deux pays possèdent un point de vue identique sur la question nord-coréenne ; ils s'opposent tous les deux à une nucléarisation de la péninsule et restent des partisans du dialogue. La Chine, même si elle a un temps hésité, ne s'est pas opposé à la participation du Japon aux réunions multipartites. Le Japon quant à lui n'a cessé de saluer le rôle positif joué par la Chine dans cette crise et lui demande toujours de temps à autre d'essayer de raisonner le régime de Pyongyang. Par ailleurs, les deux pays se sont aussi entendus dans le règlement de questions concernant des réfugiés nord-coréens qui avaient pénétré dans une école japonaise à Pékin et dans le consulat japonais de Shenyang durant le premier trimestre 2003.

⁷ Ces deux sondages ont été conjointement organisés par le quotidien japonais *Asahi Shimbun* et l'Académie des sciences sociales de Chine.

⁸ D'autres sondages d'opinion sur les relations sino-japonaises sont disponibles en ligne sur le site Internet du Bureau du Premier ministre japonais : <www.8cao.go.jp/survey/h14/h14-gaikou>.

L'apparition de l'épidémie de SRAS a également été une occasion pour le Japon de coopérer avec la Chine. Cette coopération fut tout d'abord matérielle, par l'envoi en Chine de masques et de vêtements de protection, puis financière⁹. Si le Japon est intervenu pour protéger son territoire de l'épidémie et ses nombreux intérêts économiques en Chine, il l'a également fait après une demande explicite de Pékin qui réclamait son assistance.

Enfin, et c'est sans aucun doute dans ce secteur que la coopération est la plus dynamique, les relations économiques sino-japonaises se sont encore accrues. Outre l'augmentation du commerce bilatéral, la Chine est devenue en 2002 le premier exportateur à destination du Japon dépassant les États-Unis pour la première fois depuis 1961¹⁰. Les deux pays coopèrent activement dans le secteur énergétique, et le Japon, fort de son expérience du Shinkansen, espère bien obtenir le marché de la construction du train à grande vitesse devant relier Pékin à Shanghai. Autre exemple de cette entente, Koizumi ne fit pas mauvais accueil à la proposition de Zhu Rongji, effectuée lors du sommet de l'ASEAN+3 en novembre 2002, de signer un accord de libre échange entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Aux inquiétudes de certains acteurs économiques japonais, Koizumi répondit que la Chine ne devait pas être vue comme une menace mais comme une opportunité économique. Il est vrai que les investissements japonais en Chine restent encore un des moteurs les plus importants de l'économie du Japon. Comme on peut le voir, il existe une importante dichotomie entre rapport politique et rapport économique.

Il ne suffit cependant pas à la Chine de faire miroiter son marché pour obtenir inconditionnellement des concessions de la part du Japon, même si celles-ci sont nombreuses. La réduction des aides publiques pour le développement (APD) japonaises en direction de la Chine en est un exemple. Après une première réduction entre 2001 et 2002, les APD japonaises ont à nouveau baissé entre 2002 et 2003 passant de 134,2 milliards à 120 milliards de yens. Ces réductions successives sont la conséquence de la révision de la politique de l'APD envers la Chine qui eut lieu en 2001¹¹. Aux yeux des japonais, cette révision s'avérait nécessaire en raison de la crise économique et budgétaire que connaissait le Japon et de la montée en puissance économique et militaire de la Chine qui apparaissait de plus en plus comme un concurrent. En outre, les incessantes critiques chinoises sur le passé du Japon étaient de plus en plus mal ressenties, alors que la Chine était devenue la première bénéficiaire des APD japonaises au tournant des années 2000, après avoir été longtemps deuxième derrière l'Indonésie. Les Japonais reprochent également à la Chine de ne jamais mettre en avant le rôle prépondérant de ces APD dans le développement chinois et de ne les considérer que comme des compensations. Enfin, le doute que cet argent soit utilisé pour la modernisation militaire chinoise (ce qui est interdit par la charte de l'APD signée par les deux pays en 1992) et les multiples incursions des bateaux espions chinois dans les eaux du Japon sans son accord préalable ont rendu nécessaire la remise à plat de cette politique. Les acteurs politiques japonais les plus durs défendirent la suppression pure et simple de cette aide, prétextant que la Chine n'était plus « un pays en voie de développement » mais « une puissance émergente ». Conscient de son importance politique¹², le gouvernement japonais a choisi une position d'équilibre et a donc décidé de ne pas supprimer l'APD à destination de la Chine mais de la réduire et de la réorienter à destination des provinces de l'intérieure sous-développées ainsi que dans le secteur de l'environnement. La Chine n'a pas contesté cette décision mais semble avoir compris son importance puisqu'elle a depuis déclaré à plusieurs reprises, par l'intermédiaire de ses nouveaux dirigeants, que l'APD avait été bénéfique à son développement économique et s'est engagé à communiquer au Japon des préavis lorsque ses bateaux militaires auront pour projet de pénétrer dans les eaux japonaises.

⁹ Les 2 et 9 mai 2003, le Japon a envoyé successivement 18 millions et 1,5 milliard de yens à la Chine pour lutter contre le SRAS.

¹⁰ Dans le même temps, la Chine est également devenue le premier exportateur à destination des États-Unis dépassant ainsi le Japon.

¹¹ Masayuki Masuda, « Japon-Chine : un tournant dans l'aide publique au développement », *Perspectives chinoises*, n° 76, mars-avril 2003, p. 28-37.

¹² Rappelons que l'APD japonaise a été créée à la fin de l'année 1978 et qu'envers la Chine son principe est d'instaurer un environnement de coopération afin de préserver la prospérité et la stabilité de l'Asie orientale elle-même nécessaire à la prospérité et à la sécurité du Japon.

Questionnements

Malgré cette révision de l'APD, qui apparaît ainsi comme un moyen d'action non négligeable pour le Japon, ce dernier semble toutefois prisonnier de son passé envers la Chine et semble à jamais confiner dans sa « diplomatie du chéquier ». On peut dès lors se demander si cette barrière historique pourra être un jour dépassée. La Chine pourra-t-elle indéfiniment critiquer le Japon tout en continuant à jouir massivement de ses aides au développement et de sa coopération économique ? Les deux pays ne sont-ils pas capable de mettre en place une relation politique équilibrée, d'égal à égal ? En bref d'en finir avec une relation politique déterminée par l'histoire, entre un pays fautif et un pays victime ? Une autre question serait de s'interroger sur la place exacte de l'histoire dans les relations sino-japonaises. Sont-elles un vrai problème de fond ou ne sont-elles que des prétextes ou des justifications pour exprimer leur concurrence sur la scène régionale ? Si l'on se place maintenant du point de vue de la coopération, on peut aussi se demander dans quelle mesure les deux pays seraient capables de s'entendre. Seraient-ils capables de fédérer derrière eux une Asie encore très divisée, en s'imposant par exemple comme les leaders d'une ASEAN élargie ? Pour cela, encore faut-il que les deux pays perçoivent l'Asie du Sud-Est comme un espace de coopération, ce qui ne semble pas être le cas. De même on peut s'interroger sur la place du facteur américain et sur les marges d'autonomie que le Japon possède par rapport à son allié, notamment dans l'établissement d'une communauté asiatique que la Chine aimerait construire en excluant l'Occident. Ceci nous amène enfin à évoquer le problème nord-coréen. En effet, derrière la volonté commune des deux États de défendre une péninsule dénucléarisée, la Corée du Nord n'est-elle pas un élément avancé par le Japon pour justifier la révision de sa politique de défense, permettant ainsi de ne pas évoquer ouvertement la menace chinoise ?

Toutes ces questions méritent certes débat et réflexion mais on peut déjà se risquer à apporter quelques éléments de réponse à certaines d'entre elles. On a en effet dit ci-dessus que la « nouvelle génération » de dirigeants chinois semblaient favorable à ce que les problèmes historiques influencent moins les relations entre les deux pays. Or, Hu et Wen s'opposent toujours à une visite de Koizumi en Chine et continuent d'utiliser l'expression favorite de Jiang en déclarant que « les deux pays doivent faire face au futur en utilisant l'histoire comme un miroir ». Cependant, certains analystes japonais notent une amélioration dans les discours de Hu et de Wen qui n'ont jamais évoqué explicitement le problème des visites du temple de Yasukuni, contrairement à Jiang qui a toujours prononcé le terme. Lors de leur rencontre à Saint-Pétersbourg, Hu spécifia à Koizumi que le conflit sino-japonais ne fut qu'une brève période dans plus de 2 000 ans d'Histoire symbolisés par de bonnes relations. En marge du sommet de l'ASEAN+3 d'octobre 2003, Koizumi aurait confié que les dirigeants chinois étaient bien conscients que ses visites à Yasukuni n'avaient pas de rapport avec les criminels de guerre et ne représentaient aucunement un réveil du militarisme japonais. Dès lors, ce serait plus l'impact de ces dernières sur les médias et la population chinoise qui inquiéteraient Pékin. La question des opinions publiques semble déterminante dans les problèmes historiques. Koizumi, comme il l'a expliqué à plusieurs reprises aux dirigeants chinois, estime d'ailleurs que la visite annuelle à Yasukuni pour rendre hommage aux nombreuses victimes de la guerre est un devoir de politique intérieure.

Cette position sera-t-elle comprise en Chine ? Certainement pas dans l'immédiat, mais on note toutefois l'apparition d'une nouvelle pensée en vogue chez les universitaires et experts chinois spécialistes du Japon¹³. Celle-ci préconise, entre autres idées, d'abandonner les vieilles rancœurs en spécifiant que le Japon s'est déjà excusé à de multiples reprises sur ses actions passées et que son assistance économique joue un grand rôle dans le développement économique du pays. Elle défend l'idée que l'émergence du Japon en tant que puissance politique n'est pas forcément négative car elle pourrait l'amener à se distancer des États-Unis et permettre ainsi l'aboutissement d'un monde multipolaire défendu par la Chine. Enfin, elle observe que Koizumi n'a jamais qualifié la Chine comme une menace en dépit des critiques chinoises et qu'il apparaît dès lors injuste de dénoncer une résurgence militariste japonaise à chaque visite de Koizumi à Yasukuni.

Pour l'heure, cette pensée n'a trouvé que très peu d'écho et a même été vivement critiquée en raison des multiples incidents et faits divers qui ont surgit durant l'année 2003, mais il ne fait nul doute qu'elle fait son chemin. Reste à savoir quand les dirigeants chinois l'adopteront.

¹³ Un débat sur cette nouvelle pensée a fait l'objet d'un numéro spécial de la revue *Zhanlüe yu guanli* (n° 59, août 2003) dont les principales idées ont été remarquablement synthétisées par Christile Druhle dans les *Nouvelles de Chine*, n° 8, août-septembre 2003, p. 19-24.

La Chine et la question nord-coréenne¹⁴

Les relations entre la Chine et la Corée du Nord ne sont plus ce qu'elles étaient au début des années 1950. Le temps où les deux pays se déclaraient « des amis liés par le sang » semble bien loin. Les relations sino-nord-coréennes se sont adaptées au nouveau contexte international et ont beaucoup évolué. Si les amitiés qu'entretenaient Kim Il-Sung avec Zhou Enlai et Deng Xiaoping permirent aux deux pays de préserver de bonnes relations malgré les différentes tensions respectivement provoquées par la Révolution culturelle, le lancement des réformes chinoises et les normalisations diplomatiques de la Chine avec le Japon et les Etats-Unis, celles-ci connurent un véritable tournant lors de la normalisation des relations entre la Chine et la Corée du Sud, en 1992, puis lors de la mort de Kim Il-Sung, en 1994. Cette dernière marqua la fin de toute une période d'alliance cimentée par l'idéologie et les amitiés contractées durant la lutte anti-japonaise et la guerre de Corée. Les vétérans de ces périodes sont d'ailleurs de moins en moins nombreux au sein des deux régimes et n'influencent plus guère la politique envers le voisin. Kim Jong-Il, quant à lui, ne bénéficie pas de la même aura que son père auprès des dirigeants chinois. Ainsi, depuis le milieu des années 1990, les relations sino-nord-coréennes semblent être devenues un simple partenariat stratégique avec des hauts et des bas, évoluant en fonction des enjeux politiques internes et externes des deux pays¹⁵. Cependant, cette évolution ne doit pas faire oublier non plus que ces relations sont toujours liées par une alliance d'assistance mutuelle signée il y a maintenant quarante-deux ans, laquelle continue sans aucun doute de jouer un rôle et de déterminer la politique de la Chine envers la Corée du Nord¹⁶. À bien des égards, l'actuel chantage nucléaire nord-coréen témoigne de la complexité dans laquelle sont entrées les relations entre la Chine et la Corée du Nord. Pour le régime de Pyongyang en effet, la menace nucléaire est non seulement le moyen de chercher à obtenir un gage de sécurité militaire et économique de la part des Etats-Unis, mais aussi celui d'affirmer son indépendance face à la Chine, à qui il doit pourtant sa survie. Rappelons seulement que la Chine a été le principal fournisseur de pétrole et de grains à la Corée du Nord au milieu des années 1990, alors que l'économie de celle-ci était au plus mal et que la frontière entre les deux pays, grâce au petit commerce qui la traverse, représente une véritable ligne de perfusion pour les régions frontalières nord-coréennes, voire au-delà pour le pays tout entier.

Ce nouveau chantage nucléaire correspond cependant à une nouvelle période de tensions entre la Chine et la Corée du Nord, qui sont de plus en plus fréquentes depuis le début des années 1990. Comme pour la question des réfugiés, Pyongyang, là encore, met Pékin dans une situation diplomatique embarrassante. Comme elle l'avait déjà fait en 1994, la Chine s'est donc à nouveau placée en position d'intermédiaire afin de préserver ses deux principaux intérêts stratégiques à long terme. Le premier intérêt est d'empêcher une nucléarisation de la Corée du Nord afin que celle-ci n'entraîne pas, par effet de domino, une course à l'armement en Asie du Nord-Est. Le second est d'empêcher l'effondrement du régime nord-coréen, lequel, s'il a lieu, pourrait être triplement dommageable pour la sécurité frontalière de la Chine. En effet, la perte de cet État-tampon¹⁷ provoquerait d'abord la fuite de millions de réfugiés sur son territoire, avec le risque de créer une déstabilisation politique et économique du Nord-Est chinois. L'avenir post-effondrement serait ensuite incertain dans la mesure où il entraînerait le stationnement des troupes américaines à proximité des rives du Yalu et du Tumen. Enfin, la Corée du Sud hériterait des armes du Nord et, dans une dynamique de nationalisme exacerbé, pourrait poser un enjeu à la Chine, notamment sur la préfecture de Yanbian et la minorité coréenne¹⁸. Ces enjeux sont d'autant plus pris en compte par le gouvernement chinois que deux d'entre eux, celui des réfugiés nord-coréens et la question de la minorité coréenne, lui posent déjà de sérieuses inquiétudes¹⁹. Ce n'est donc pas un hasard si dès le

¹⁴ Cette partie est issue d'une communication que nous avons présentée au congrès du Réseau Asie, tenu à Paris les 24 et 25 septembre 2003 : « Analyse géo-historique des relations entre la Chine et la Corée du Nord : de la délimitation de la frontière à son ouverture contemporaine », disponible en ligne : <www.reseau-asie.com>.

¹⁵ Entretien avec Yi Jong-Soek, chercheur à l'Institut Sejong, Séoul, septembre 2002.

¹⁶ Cette alliance est d'autant plus pesante que certains chercheurs chinois commencent à la considérer comme inadaptée au contexte international actuel et demande à ce que les clauses concernant l'assistance militaire soient supprimées. Liao Ya-Meig, « PRC Scholar Proposes Amending Sino-DPRK Treaty of Friendship Cooperation », *Wen Wei Po*, 15 août 2003, cité in Christile Druhle, *Les Nouvelles de Chine*, n° 8, août-septembre 2003, p. 25-26.

¹⁷ Notons que les experts chinois semblent de plus en plus partagés sur ce point. En effet, à côté de ceux qui continuent de percevoir la Corée du Nord comme un État-tampon, se trouvent d'autres experts qui n'excluent plus une réunification de la Corée, à condition bien sûr qu'il y ait au préalable un retrait des troupes américaines.

¹⁸ Yuan Jingdong, « Using Its Influence Behind the Scenes », *South China Morning Post*, 11 février 2003.

¹⁹ Sur ce point, se référer à Sébastien Colin (2003a), *op. cit.*

début de la crise, la Chine a pris des précautions à sa frontière. Au début de l'année 2003, Pékin a par exemple demandé à tous les agents nord-coréens, qui étaient autorisés à séjourner dans la préfecture de Yanbian pour pourchasser les réfugiés, de retourner en Corée du Nord²⁰. Des déplacements de troupe ont été également effectués le long de la frontière dans le courant du mois de septembre 2003²¹.

Le nouveau chantage nucléaire nord-coréen témoigne une nouvelle fois du comportement versatile de la Corée du Nord, que la Chine apprécie de moins en moins. Le fait que la Corée du Nord ait admis posséder une arme nucléaire lors de la première négociation tripartite, en avril 2003, fut d'ailleurs ressenti comme une trahison par Pékin. Avec cette déclaration, le régime nord-coréen a empêché tout progrès alors que la Chine avait fait d'énormes efforts dans l'organisation de cette réunion, répondant presque complètement au souhait de la Corée du Nord, qui désirait obtenir des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis. Outre de saper ses objectifs stratégiques à long terme, le régime nord-coréen, par son comportement, fait douter la Chine de l'efficacité de sa politique envers lui²². En réponse au défi nord-coréen, le gouvernement chinois a donc pris une position plus sévère, sans pour autant lâcher son voisin. Si Pékin semble adopter une position plus proche de ce que désire l'Administration Bush²³, elle continue cependant de se poser comme un intermédiaire entre les différents pays concernés par la tension. Certes, la Chine a insisté pour que la Corée du Nord participe aux réunions à six et Hu Jintao a envoyé personnellement une lettre à Kim Jong-Il, dans laquelle il lui pressait de stopper son programme nucléaire sous peine de sanctions économiques²⁴, mais Pékin s'est aussi opposé, au côté de Moscou, à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies et s'interdit toujours de critiquer publiquement la Corée du Nord²⁵. Dans tous les cas, il est clair que la politique de la Chine est actuellement beaucoup moins passive qu'en octobre 2002, lors du démarrage de la crise, quand Jiang Zemin s'était contenté de déclarer qu'il souhaitait une péninsule coréenne dénucléarisée et une solution diplomatique au problème, s'opposant ainsi à la solution militaire, qui a d'ailleurs depuis été totalement écartée par les États-Unis²⁶.

La solution du dialogue ayant triomphé, les six pays concernés par la crise (Corée du Nord, Corée du Sud, Chine, États-Unis, Japon et Russie) se réunissent donc de temps à autre pour essayer de trouver une issue. Les derniers pourparlers en date, qui eurent lieu entre le 25 et le 28 février 2004, n'aboutirent une fois de plus à aucun accord. D'autres négociations devraient être tenues avant le mois de juin 2004.

Questionnements

La stratégie chinoise envers la Corée du Nord suscite plusieurs questions. On peut tout d'abord se demander si elle n'a pas atteint sa limite. Devenue un fardeau à ses frontières, la Chine n'a néanmoins aucun moyen de sanctionner la Corée du Nord sans accentuer la menace d'une déstabilisation. Elle continue donc à lui fournir une assistance économique de façon à maintenir le régime de Pyongyang tout en gardant l'espoir que celui-ci lance des réformes d'ouverture. Or ces dernières, si elles ont le mérite d'exister, sont relativement lentes et timides. Ainsi, le changement de stratégie de la Chine, qui décida de défendre le principe des réunions multipartites contre l'avis de la Corée du Nord, n'est-il pas un témoignage de cette limite, la Chine ne pouvant plus gérer le problème seule comme elle avait pu le faire en 1994 ? À moins que ce changement de stratégie soit une conséquence de la venue des nouveaux dirigeants à Pékin, qui auraient une politique différente de Jiang et ne voudraient plus gérer seuls cette question ?

²⁰ Wang Jianmin, Mao Feng, « Zhongchao die dui die hupo qingbaowang » (La Chine et la Corée du Nord opposent leurs espions et suppriment leurs réseaux d'information mutuels), *Yazhou zhoukan*, 27 janvier-2 février, 2003, p. 4.

²¹ La Chine a en effet remplacé par des divisions de l'Armée populaire de libération (APL) les groupes de polices paramilitaires chargés en temps habituel de veiller sur la sécurité frontalière. Si ces mouvements de troupes sont un message clair à la Corée du Nord, afin que celle-ci ne déclenche pas une escalade de la tension, ils marquent également l'inquiétude de la Chine pour la sécurité de sa frontière. *Libération* et *Le Figaro*, le 17 septembre 2003.

²² Yuan Jingdong, « Why China Should Rethink Its Approach to North Korea », *South China Morning Post*, 19 mai 2003.

²³ Beaucoup d'observateurs, dont Yuan Jingdong, ont noté un rapprochement sino-américain depuis le 11 septembre 2001, visible sur les plans politique, économique et militaire. Mais ce rapprochement semble n'être que conjoncturel, ne répondant qu'aux intérêts du moment des deux pays, dont certains sont communs. Outre la question du nucléaire nord-coréen, les deux pays ont également trouvé un grand nombre d'accords dans la lutte contre le terrorisme. Yuan Jingdong, « Challenges Ahead Will Test Sino-US "Honeymoon" », *The Strait Times*, le 15 septembre 2003.

²⁴ En guise d'avertissement, la Chine a coupé pendant trois jours, dans le courant de l'été 2003, ses exportations de pétrole en direction de la Corée du Nord.

²⁵ Au cours de la dernière réunion à six, à la fin du mois d'août 2003, la Chine aurait adopté une position plus proche de celle de la Corée du Nord. Entretien avec Cheong Seong-Chang, chercheur à l'Institut Sejong, Séoul.

²⁶ Yuan Jingdong, « A Turning Point for Beijing », *International Herald Tribune*, le 2 septembre 2003.

Une autre question intéressante, mais beaucoup plus difficile à répondre, consiste à se demander si la Chine a toujours eu connaissance de l'existence du programme nucléaire nord-coréen ainsi que de l'état de son avancement, contrairement à ce qu'elle prétend. Si c'est le cas, cela pourrait supposer que la Chine est de connivence avec Pyongyang et fausserait pour le même coup l'analyse selon laquelle la Chine a perdu une grande part de son contrôle sur la Corée du Nord.